

Made in HAINAUT

Magazine d'information du personnel de la Province de Hainaut - N°36 - Septembre 2024

Six ans qui nous ont tous changés !



Enseignement

Faculté d'adaptation

Action sociale

Une crise sanitaire
qui marque

My Province

Energie, télétravail,
management
bienveillant



Province de
Hainaut

Six ans d'images

Le Covid a, le temps d'une crise, focalisé les attentions sur l'importance et l'utilité des services publics, sur leur humanité. Notre Administration, cette communauté d'humains au service d'autres humains, sait se mobiliser contre l'injustice et pour la libération d'Olivier Vandecasteele.

Un «p'tit truc en plus» cartonne dans les salles obscures, le clip des Sens'ationnels a cartonné sur les réseaux. Leur handicap, les élèves du CPESM de Ghlin en ont fait une chanson et nous, dans les services, les avons aidés à changer le regard.

Changer le regard, donner de l'espoir : les Tourelles à Chercq accueillent des enfants placés par l'aide à la jeunesse. La mission principale de ce service provincial est de rendre le sourire à des petits bouts pas vraiment épargnés par la vie. Après les inondations qui ont détruit leur lieu d'hébergement, l'équipe d'Hainaut Gestion du Patrimoine s'est coupée en dix mille pour que leur future maison soit un havre de bienveillance.

Devenir les citoyens de demain : depuis 100 ans, la Province de Hainaut «culture» et a fait de l'éducation permanente et pour tous, un vecteur d'émancipation. Juste pour apprendre à penser par soi-même et agir bien. L'exercice de l'Assemblée des Jeunes est, à ce titre, exemplaire : la Province de Hainaut incite des ados des écoles provinciales du territoire à se mobiliser pour le climat et à comprendre comment fonctionne une démocratie.

Les citoyens de demain doivent pouvoir étudier quels que soient leurs revenus ou leur origine sociale : la Haute Ecole Condorcet, depuis 10 ans, offre des formations supérieures de type long et court partout dans le Hainaut. Et à Charleroi, l'Université du Travail a retrouvé son aura d'antan : un campus universitaire multidisciplinaire, une véritable cité des métiers.



f : province-de-hainaut f : Cdanslapochetv @ : Province de Hainaut

Retrouvez la plupart de ces actualités et bien d'autres en vidéos sur les pages Facebook et Instagram de la Province de Hainaut!

Et pour donner plus de visibilité à nos projets provinciaux, n'hésitez pas à «liker» et faire «liker» ces pages.



Mad(e) in Hainaut est une publication des Services Transversaux Stratégiques. Il est distribué à tous les agents de la Province de Hainaut. Réalisation technique : Service de Communication - Digue de Cuesmes, 31 à 7000 MONS. Secrétariat : 065/382.277 - communication.province@hainaut.be
 Editeur responsable : Sylvain Uystpruyst, directeur général provincial. Direction : Joël Delhaye. Coordinatrice : Patricia Opsomer. Ont contribué à ce numéro : Joël Delhaye, Patricia Opsomer avec l'appui de tous les services concernés. Crédits photos : Nicolas Beumier, Frédéric Collard, Denis Marin, Dimitri Toubat, les agents eux-mêmes, Freepik.com. Conception graphique et mise en page : Cédric Roland. Impression : imprimerie Bietlot - Rue du Rond Point 185, 6060 Charleroi - 071 28 36 11.



Six

années de résilience

Une législature étrange s'achève. Marquée du sceau des crises du Covid et de l'énergie. Rendue compliquée par un financement croissant des zones de secours. Face à cette succession de contraintes extérieures, notre Administration a fait face. Avec méthode et surtout résilience.

Le monde est un village. Durant ces dernières années, les provinces ont dû encaisser des événements sur lesquels elles ont, par définition, peu de prise. Les carences de l'Etat fédéral dans le financement de la sécurité civile ont incité le pouvoir wallon de tutelle à se tourner vers l'échelon provincial pour soulager... les communes dans leur soutien en monnaie sonnante et trébuchante aux zones de secours. L'effet cascade d'un curieux pays...

Il ne s'agissait pas d'une opération «one shot» mais d'un financement structurel qui a grandi avec le temps. Lors du dernier budget provincial de cette législature, 60 millions étaient inscrits en faveur de nos casernes hainuyères. Une bonne nouvelle pour le citoyen et les communes mais un poids important pour les deniers provin-

ciaux : 200 millions au total auront ainsi été transférés vers les zones.

Pour éviter de tomber dans un gouffre insurmontable, le Collège provincial a confié à son administration le soin de proposer un courageux plan d'économie.

2021 fut «l'année créative» et chaque service fut invité à «participer à la solution». «*Une véritable aventure humaine*», constate le Directeur général provincial Sylvain Uystpruyst. Avec ses moments compliqués mais rendue possible par le sens collectif qui nous anime».

Cessation de certaines activités et reclassement du personnel, mise en place de synergies et de fusions au sein des services, poursuite de la rationalisation des asbl, limitation du nombre de collaborateurs occasionnels, non remplacement des départs, moratoire global sur l'emploi : les intentions annoncées ont été largement réalisées ou sont en passe de l'être. La diminution du nombre d'équivalents temps plein approche les 450... le tout sans licenciement.

L'intelligence collective

Le contexte pourtant était loin d'être favorable ! Comme si cet épineux dossier ne suffisait pas, il a correspondu avec l'arrivée, sans prévenir, d'un virus redoutable. La crise du Covid a frappé les institutions de plein fouet et singulièrement nos structures sociales d'hébergement. Elle a coûté cher à l'Institution tant humainement que financièrement. Mais elle a aussi révélé notre sens de la solidarité et de l'adaptation : le dévouement du personnel de la DGAS pour protéger ses bénéficiaires a fait honneur à la Province tandis que tous les autres services apportaient leur

pierre à ce barrage au virus. Le travail de terrain des techniciens de Hainaut Analyses et de l'Observatoire de la Santé lors des processus de vaccination, l'introduction de chromebooks dans nos écoles pour favoriser l'apprentissage à distance, la mise en place rapide du télétravail, l'octroi de bourses aux artistes, l'achat en urgence de respirateurs pour les hôpitaux sont, parmi d'autres, quelques initiatives à saluer.

«*Ces épreuves ont renforcé notre résilience et nous ont sans doute permis d'être mieux armés pour affronter la crise énergétique*», analyse le Directeur général. Et de fait, la guerre en Ukraine, elle aussi survenue sans crier gare, a eu un impact énorme et immédiat sur le coût du gaz et de l'électricité. De quoi susciter l'émergence en 2022 d'un nouveau plan issu de l'intelligence collective : PEP'S, pour Plan Energie Positive.

Rapidement, des mesures ont été appliquées dans nos institutions sous la houlette de Hainaut Gestion du Patrimoine : l'optimisation des heures de chauffe, la limitation du nombre de bâtiments à chauffer et un suivi rigoureux des installations techniques. De quoi nous permettre de garder la tête hors de l'eau... mais aussi poser les bases d'un fonctionnement moins énergivore. A l'analyse, le Directeur financier Fabrice Brogniez a pu constater près de 25% d'économies d'énergie - voire 50% sur certains sites ! - grâce à une meilleure maîtrise des températures et à une chasse aux gaspils. Et la dynamique se poursuit en favorisant désormais, de manière systématique, les regroupements de personnel et en fermant les sites scolaires durant les périodes de congés.

Des efforts à poursuivre

Ayant eu la sagesse de constituer des réserves importantes au fil du temps, notre Province a pu maintenir le cap de l'équilibre financier. «*Le budget 2024 approuvé par le Conseil provincial présentait un très léger boni n'excédant pas les 20 000 € pour un total, en dépenses et recettes, approchant les 513 millions*», résume Fabrice Brogniez.

L'opération «redressement» entamée il y a plus de dix ans devra donc se poursuivre : «*limiter nos dépenses, maintenir la dette et la masse salariale, rechercher de nouvelles sources de recettes*». Pour maintenir ce qui fait l'ADN de notre Institution : un enseignement de qualité, des formations innovantes, une action sociale attentive aux personnes porteuses de handicap, un regard permanent sur le développement durable du Hainaut et une politique culturelle basée sur l'éducation permanente. Autant de chapitres qui constitueront l'ossature du plan stratégique et opérationnel proposé à la prochaine assemblée politique issue du scrutin d'octobre et qui se sera officiellement installée le 6 décembre prochain.

Ce numéro de Made in Hainaut, inscrit dans la nouvelle ligne graphique de notre Institution, fait le bilan du travail mené par notre administration depuis 2018. Un salutaire regard sur le passé pour mieux appréhender l'avenir ! •



Une nouvelle identité pour entrer en évolution



«Une évolution, pas une révolution !» Notre oiseau change un peu, pas forcément beaucoup, mais surtout sort de sa cage !

Une charte graphique, c'est un ensemble d'outils qui constituent l'identité d'une structure ou d'une institution. L'identité de notre Province de Hainaut passe depuis plusieurs décennies par l'oiseau gris, trop pâle, enfermé dans un carré.

Au fil du temps, l'oiseau provincial a commencé à se sentir à l'étroit dans cette cage, à ne plus refléter suffisamment l'enthousiasme et la détermination des services qui n'ont pas hésité à lui accoler leur propre image.

«Nous en avons conscience depuis longtemps», concède Joël

Delhaye, Directeur du Service Com. «Malheureusement, nous n'avons ni l'envie ni les moyens d'amorcer un changement total, radical.»

Si les outils numériques occupent aujourd'hui un grand espace dans la communication, une image se décline partout... ailleurs : bâtiments, panneaux de signalisation, voitures, papiers, brochures, matériel promotionnel...

La quantité des supports sur lesquels est apposé le logo provincial est impressionnante. Un changement radical aurait pesé lourdement sur les finances.

«Nous avons pris l'option de l'accompagnement d'une boîte de communication pour faire évoluer notre logo de manière à ce que l'ancien et le nouveau puissent coexister quelques temps, je pense à la signalétique de nos bâtiments par exemple.»

Just Let Minot, l'entreprise boussoise, a fait sortir l'oiseau de sa cage pour qu'il s'affiche résolument et fièrement. Elle a voulu insister sur le H d'un Hainaut qui place l'humain au centre de toutes les préoccupations.

Notre identité s'affirme : enseigner, accompagner les personnes porteuses de handicap, contribuer

au développement d'un territoire, soutenir la créativité et cultiver la culture. On est bien là dans l'humain ! L'oiseau provincial reprend des couleurs. Des couleurs plus écologiques. Conçue par les graphistes provinciaux, sous la houlette de Cédric Roland et Nicolas Beumier, la charte se simplifie et s'épure. Elle est accessible sur l'intranet et sur le nouveau site hainaut.be réalisé par la DGS. «Cette identité renforcée, chacun doit la défendre : c'est une responsabilité collective»,

martèle Joël Delhaye. «La charte graphique apporte toutes les déclinaisons possibles de ces outils et, au sein du Service de Communication, nous serons particulièrement attentifs à leur bonne utilisation. Cette évolution accentue la visibilité de l'oiseau et de la mention «Province de Hainaut». C'est une belle opportunité pour de nombreuses institutions de s'inscrire dans la dynamique ! Elles peuvent renoncer à leur logo individuel qui fait beaucoup perdre à l'identité provinciale.»

Tous les outils nécessaires à la bonne utilisation du logo et à ses multiples déclinaisons se trouvent sur l'intranet et sur hainaut.be. Vous pouvez également vous informer auprès de cedric.roland@hainaut.be

Un oiseau



sorti de sa cage

Just Let Minot à Boussu a donné un petit coup de frais à notre oiseau provincial. L'agence, ancrée dans sa région, est connue pour ses approches décalées. Montrer ce que la Province est réellement, c'était une envie de l'équipe.

«Nous avons déjà été choisis par l'Association des Provinces wallonnes pour la campagne Pro afin de valoriser les métiers provinciaux», explique Cédric Minot. Cette expérience a permis aux collaborateurs de Just Let Minot de mieux appréhender notre institution pour apporter une réponse à l'évolution du logo demandée par le Collège provincial dans son appel d'offre.

«Nous connaissons les avantages et les faiblesses de la structure et nous sommes partis d'un constat : la Province évolue, propose des services importants pour les citoyens, rajeunit ses pratiques mais reste coincée dans une image ancienne. L'approche graphique devait exprimer ces chan-

gements», ajoute Cédric Minot.

L'agence est partie du digital, du numérique avant de s'intéresser aux documents imprimés. «Nous voulions simplifier, permettre d'identifier rapidement la Province, donner une touche résolument moderne et un volet digital affirmé. Quand on ne connaît pas précisément un secteur, on apporte un regard nouveau. On vient sans être bridés, avec des solutions parfois folles qui ouvrent des perspectives. En travaillant avec l'équipe du Service de Communication, nous avons trouvé l'équilibre entre la réalité et nos idées.»

H comme...

«L'oiseau existe, on le reconnaît : une signature. L'enjeu, c'était de le

faire évoluer : nous l'avons sorti de sa cage. Associé à une nouvelle typographie et à une démarche d'éco-conception souhaitée par le Service de Communication. Nous avons «pimpé» le logo pour que les services puissent le décliner sur n'importe quel support.

A l'agence, l'équipe qui a travaillé sur la refonte de notre logo va observer attentivement comment agents et citoyens vont s'approprier cette identité épurée. «Pour nous la Province, c'est le côté humain du H : nous avons voulu remettre de la vie dans le logo. Le Hainaut est une terre plutôt festive, nous voulions que cela transparaît, les codes couleurs sont remplis de peps !»

Une autre manière de penser

notre communication...



L'évolution de l'image de notre institution n'est pas qu'un dépoussiérage, qu'une modification cosmétique. Elle traduit surtout le souci de penser autrement notre production écrite.

Depuis la fermeture de notre imprimerie, une équipe de graphistes aide les services à toutes les étapes de la production de leurs publications mais veille aussi sur le marché conclu pour les impressions provinciales. Comme le papier est toujours présent, beaucoup y recourent afin de pouvoir toucher leur public. Si ces impressions sont réalisées avec parcimonie, elles représentent un volume colossal de matériaux utilisés.

Avec un tel volume, toute action s'accompagne forcément d'effets bénéfiques pour notre planète. Partant de cette réflexion, Nicolas Beumier, infographiste au sein du Service de Communication, a travaillé sur les meilleures manières de réduire notre impact écologique.

«Par exemple, retirer un aplat de couleur de 2 cm sur une feuille ou bien choisir sa police d'écriture peut faire économiser des quantités importantes d'encre. Les recommandations d'éco-conception graphique ont permis de faire gagner des millions d'euros à de grosses organisations».

S'orienter vers une communication responsable, c'était un souhait du Service de Communication qui voudrait faire essaimer l'idée au sein de toute l'Administration.

L'éco-conception incite à penser produits ou services en réduisant leurs impacts environnementaux et sociaux. Tout est pris en compte de l'idée à sa réalisation voire son abandon : matière première, mode de fabrication, diffusion, durée de vie... «Cette réflexion est encore plus profitable si elle s'amorce dès la charte graphique.

Les économies d'échelle : la surconsommation

La tentation des «économies d'échelle» s'accompagne d'une surconsommation de papier ou d'encre : il est parfois moins coûteux d'imprimer 1000 exemplaires que cent... Un grand nombre de ces brochures finira sans doute au pilori mais il aura fallu les stocker, les trier avant de les jeter. Quelle débauche d'énergie, de moyens et quel gâchis pour l'environnement...

«L'éco-conception amène à penser la stratégie de diffusion dès la conception du support et incite à envisager sa durée de vie», ajoute Nicolas Beumier.

D'autres changements

Pour les publications, le choix est de recourir à des encres végétales composées d'ingrédients «propres» et sans hydrocarbures, la réduction des quantités d'encre par un graphisme adapté. «Certains choix polluent plus. Si on travaille les quatre couleurs

classiques d'impression, on est dans le bon ! Couleurs Pantone, métallisées, pelliculage plastique ou pose d'un vernis : mauvais pour les finances et l'environnement», relève Nicolas Beumier.

Des encres «propres», moins d'impressions et donc moins de papier, des polices de caractère plus écologiques qui diminuent la consommation d'encre : ces petits gestes ont de grands effets ! Le Service de Communication encourage tous les collègues à adopter l'éco-conception.

La police fait tout !

C'est à la fois tout simple et tellement évident... Une police classique mais «version light» ou imprimée en caractère plus petit contribue aussi à réaliser des économies. Pour harmoniser l'image, une police de caractère uniforme sera désormais utilisée pour tous les courriers et autres documents rédigés par les services et institutions : il s'agit de la police ARIAL 10 ou 12. Cette police entre dans les critères de l'éco-conception mais est facilement applicable par tous les services et lisible par tous les destinataires. Geste qui ne coûte rien mais qui aura un grand impact à l'échelle de notre institution.

Graines, papiers, crayons :

une autre manière de se faire connaître

Si elle est aujourd'hui passée de mode, la caravane publicitaire a fait le succès de nombreux grands événements sportifs, notamment. Les «goodies» font depuis longtemps partie du paysage de la communication. Un chapeau, des lunettes, une casquette, un stylo, un bloc note... La seule limite de ces cadeaux a souvent été leur prix. Aujourd'hui, c'est leur impact sur l'environnement qui prime. Dans sa réflexion sur l'évolution de l'image provinciale, le Service de Communication a souhaité intégrer les «goodies» qui concernent de nombreux collègues et s'est associé à Carole Bayet, coordinatrice de la section Eco-design Produits de la Haute Ecole provinciale de Hainaut-Condorcet.

«Les goodies sont d'autant plus intéressants qu'ils sont durables, so-

lides et qualitatifs», explique Carole Bayet.

Une collaboration avec la section s'engage dès cette rentrée afin d'analyser les goodies existants et de formuler des propositions.

«La provenance de l'objet est fort importante : un crayon en bois qui vient de Chine, même s'il est en bois est moins intéressant qu'un objet dans un matériau moins noble fabriqué près de chez nous. Pour éviter le côté greenwashing, il faut faire une analyse complète du cycle de vie d'un objet : de sa création à sa fin de vie.»

Jamais parfait ?

«Il est souvent plus intéressant d'en produire moins mais de privilégier des objets utiles. Qui sera ciblé par ces goodies et qui les gardera ?

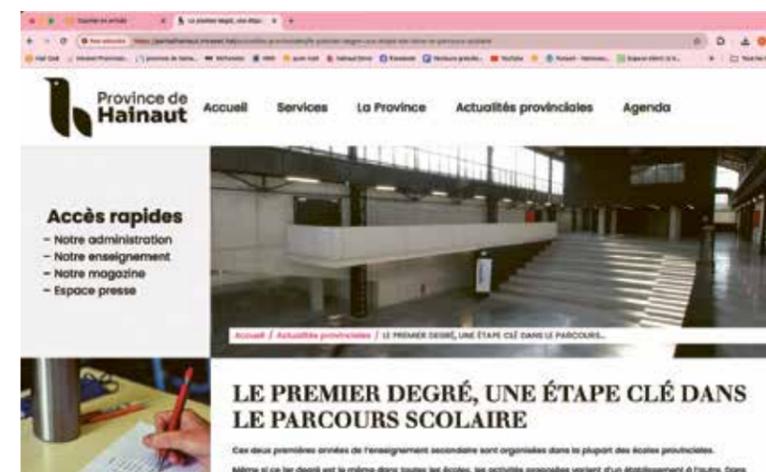
L'éco-conception peut nous aider à répondre à ces questions. Elle privilégie une logique de compromis : il n'est jamais possible d'être parfait.»

Et les pistes vers des cadeaux publicitaires plus responsables ne manquent pas. Et à la condition que ces objets cochent réellement les critères de durabilité, ils peuvent séduire le public : papier qui se transforme en graines, crayons à planter, gourdes, sacs réutilisables...

Ce serait dommage de continuer à se cantonner à des objets peu vertueux, d'autant que les Entreprises de travail adapté s'engagent, elles aussi, dans des démarches similaires. •

www.hainaut.be au goût du jour...

Notre portail internet officiel avait besoin d'un coup de frais ! Le Service de Communication et l'équipe de la DGSi ont travaillé d'arrache-pied pour proposer un site plus dynamique et fonctionnel. Simplicité dans la navigation et ergonomie, compatibilité totale avec les appareils mobiles, liens avec les réseaux sociaux : www.hainaut.be s'inspire de sites de grandes villes.



Il offre une lecture plus rapide de l'actualité provinciale (en textes et en vidéos) et une visibilité plus grande des politiques que nous menons, en renvoyant - en sa qualité de portail - vers les sites de nos services et projets.

Hainaut.be est aussi l'espace de présentation des autorités politiques : il contient l'ensemble des pièces officielles du Conseil provincial ainsi que les documents qu'impose le Code de la Démocratie Locale. Le citoyen peut y retrouver l'organigramme global de notre administration. Résolument interactif, il propose des formulaires en ligne pour introduire une candidature spontanée ou une réclamation.

En quelques clics, vous trouverez toute l'information qu'il vous faut !

Ressources humaines : se réinventer

Novembre 2017, un contrôle ONSS secoue notre administration et traumatise durablement les agents. Mars 2020, la crise sanitaire nous contraint au confinement alors que nous sommes en pleine migration de l'outil informatique de gestion du personnel. 2021, pour préserver l'emploi de tous, des mesures d'économies doivent être prises... En six ans, l'équipe menée par Sophie Durieux a traversé bien des tempêtes mais garde le cap.



Si, encore aujourd'hui, ce contrôle ONSS de 2017 marque tant les esprits, c'est qu'il a été suivi d'une remise en ordre de diverses procédures dont les effets touchent tout le personnel.

«Ces nouvelles procédures répondant à des obligations légales ont parfois été mal accueillies par les contraintes qu'elles imposent à tous alors que le visage de notre administration est multiple : tellement de métiers et de réalités différentes. Le message n'a pas été simple à faire pas-

ser mais, grâce à la collaboration de tous, nous y sommes arrivés !» relève Sophie Durieux, Inspectrice générale des Ressources humaines.

Apprendre à travailler autrement

«Avec le Covid, du jour au lendemain», se souvient Sophie Durieux, «il a fallu que tous les agents restent chez eux alors que, dans notre administration, le télétravail n'était expérimenté qu'auprès de quelques services seulement : nous avons repensé nos manières de fonctionner et d'assurer l'enca-

drement de nos équipes... Il a fallu gérer et envisager les lendemains de la crise : un télétravail structuré et encadré. C'est aussi ce qui nous a incités à nous pencher sur les nouvelles approches de management. A distance, la relation change : comment accorder sa confiance, responsabiliser le travailleur, lui donner de l'autonomie, assurer un contrôle du travail ré-alisé ?»

Ainsi, sont apparus les ateliers de management bienveillant. Aujourd'hui, le projet de co-développement professionnel rassemble les responsables d'institutions. Des échanges, une liberté de parole et un souci commun : par un processus d'intelligence collective, améliorer ensemble le fonctionnement, le bien-être au travail et l'esprit d'entreprise.

L'intranet a cette vocation aussi : renforcer le sentiment d'appartenance grâce à une diffusion équitable des informations sur un portail unique, accessible à tous via, par exemple, les bornes pour les agents ne disposant pas d'ordinateurs. C'est le canal de diffusion des «bons plans du personnel» que vient compléter depuis quelques mois «benefits at work», un partenariat de la Province avec un opérateur privé qui offre aux agents -enseignants compris- une panoplie d'offres commerciales avantageuses.

Le travail à distance, l'informatisation ont abouti aussi à d'autres pratiques : les évaluations en ligne avec le logiciel Eve ou le passage par Certimed (et la gestion électronique du certificat médical) pour tout ce qui relève des soins de santé. Des outils qui garantissent une plus grande confiden-

tialité des données et une rapidité de traitement.

Moins, autant, plus

Le COVID n'était pas encore un mauvais souvenir qu'une autre tuile s'abattait sur nos collègues des Ressources humaines : les mesures d'économie. Moins de personnel, autant voire plus de boulot : une équation parfois compliquée à résoudre. A nouveau, il a fallu faire preuve d'imagination.

Pour pallier au non remplacement du personnel partant à la retraite, à la fermeture de l'imprimerie provinciale ou encore à la suppression de Hainaut Sport : trois mécanismes se sont mis en place au niveau de l'IGRH.

Tout d'abord, la Gestion Prévisionnelle des départs à la retraite a contribué à disposer d'une vision claire de l'évolution dans les institutions à brève ou moyenne échéance et, ainsi de prévoir voire anticiper les mouvements et besoins. Suite aux fermetures ou suppression de services, une Cellule de Réaffectation Interne a vu le jour : bilan de compétences, formation, mobilité. Personne ne reste sur le carreau comme le souhaite le Collège provincial et, pour certains collègues, de nouvelles histoires professionnelles s'écrivent désormais dans d'autres services.

Les rencontres avec les services ont mis en lumière les besoins parfois fluctuants de personnel : être cuisinier dans une école amène forcément à des périodes de travail moins intenses que ne compensent pas les congés annuels alors que, dans les IMP, tournant à plein régime toute l'année, le personnel ne parvient pas à prendre un peu de repos... Le partage tem-

poraire de personnel volontaire a cette vocation : la solidarité et l'entraide entre services. Pour les agents, c'est très souvent une belle occasion de rencontrer une nouvelle équipe, de découvrir d'autres modes de fonctionnement.

«C'est une autre manière d'approcher notre travail et de mettre concrètement en œuvre nos valeurs provinciales d'intérêt général et de bonne gouvernance par la mutualisation et la recherche d'une plus grande efficacité», confie Sophie Durieux. «Nous la mettons également en application dans le cadre d'un projet pilote pour les techniciennes de surface.»

Ici aussi, des équipes sont créées et tournent sur plusieurs bâtiments et nos collègues travaillent ensemble, en synergie : sur base volontaire, certaines venant prêter main forte là où il manque de bras. «Pour les techniciennes de surface, les besoins ont été clarifiés sur base des superficies mais aussi des difficultés d'entretien inhérentes au lieu : une école n'est pas un bâtiment administratif», souligne notre interlocutrice.

Synergie, encore et toujours : c'est le leitmotiv de nos collègues des Ressources humaines. Multiplier les synergies parce que nous participons tous à la concrétisation d'un projet commun et que nous travaillons tous pour le même employeur. •



L'eau, ses richesses, ses caprices

Plus de cinq millions investis chaque année contre les inondations : Hainaut Ingénierie Technique (HIT) a su se spécialiser dans un domaine intimement lié au bien-être des Hainuyers. Au-delà, c'est aux 69 communes que cette institution offre son expertise. Elles ont recours à l'accompagnement de HIT pour leurs travaux en tant que prestataire de service ou auteur de projet. Un positionnement fort qui justifie la création récente d'un service spécifique d'Appui aux Communes.

Lancé il y a plus de dix ans, le programme NAQIA de lutte contre les inondations est la marque de fabrique de HIT. Au-delà de l'entretien quotidien de 1662 kilomètres de cours d'eau non navigables, nos collègues se mobilisent autour de la construction d'ouvrages de protection. Ces dossiers impliquent des relevés topographiques, des modélisations, des chantiers souvent complexes et une attention systématique à la protection de la biodiversité. «*Mais la reconnaissance est au rendez-vous*», se réjouit l'inspecteur général Francis Personne, très fier de la présentation du plan NAQIA qu'il eut l'honneur de faire l'an dernier devant les Souverains des Pays Bas et de Belgique au château de Seneffe. «*Nous sommes devenus une référence, raison pour laquelle la Wallonie nous a dernièrement octroyé un subside de 4.6 millions pour construire quatre zones supplémentaires d'immersion temporaires*».

Mutualiser les compétences

Avec les conséquences de plus en plus visibles du dérèglement climatique, nul doute que cette expertise devient indispensable pour

sauvegarder les zones à risques. En vue de gagner en efficacité et de mutualiser ses compétences, Hainaut Ingénierie Technique a rattaché l'ensemble de ses services extérieurs sur son site d'Havré. Dans la même logique de rationalisation, les missions liées à l'entretien et à l'amélioration du patrimoine non bâti de la Province (les «abords») et les budgets afférents ont été confiés aux collègues de Hainaut Gestion du Patrimoine.

De quoi libérer des compétences pour répondre aux attentes croissantes des communes. «*Nous sommes leurs partenaires naturels pour mener des missions d'auteurs de projets*», insiste Francis Personne. «*Ceci comprend les études préalables, la conception, le suivi des travaux et les formalités administratives. Le nombre de projets remportés par nos services a triplé ces dernières années et nous avons été particulièrement sollicités dans le cadre de la finalisation des plans d'investissements communaux*».

La nouveauté de cette fin de législature concerne d'ailleurs aussi ce lien fort avec les pouvoirs locaux.

«*Nous venons de créer la centrale d'achat 'Hain'eau'. Objectif : faire profiter nos partenaires communaux mais aussi des intercommunales, des contrats de rivière ou des waterings de notre expertise en matière de gestion des cours d'eau, tout en allégeant les démarches administratives pour y parvenir*».

On y revient : l'eau, toujours l'eau... et ses richesses. HIT met la dernière main à son premier dossier d'aménagement en faveur de la libre circulation des poissons et du renforcement de la biodiversité sur la rivière de l'Eau Blanche, dans la Botte du Hainaut. «*Un pôle environnement voit le jour dans notre institution*»... Normal, la protection de la faune et de la flore a toujours guidé l'action de nos collègues dans leurs projets de terrain. Un terrain dont ils connaissent les caprices. •

Le bassin d'orage de Willemeau : le programme Naqia rime aussi avec biodiversité



Hainaut Gestion du Patrimoine : sur tous les fronts !

Depuis le suivi du chantier historique de la Cathédrale de Tournai jusqu'à la construction de nouvelles écoles inscrites dans le plan de relance européen en passant par les mises en conformité, la feuille de route de nos collègues du patrimoine affiche complet. De quoi nécessiter la mise en place d'une stratégie immobilière globale.

Les dossiers qui passent sur la table de Pascale Marlière sont nombreux et colossaux. Depuis que la restauration de la Cathédrale (propriété provinciale classée à l'Unesco) est engagée, ce sont des travaux d'une hauteur de 34 millions qu'il a fallu gérer : leur complexité technique et administrative nécessite l'équivalent de trois jours de travail par semaine.

Parallèlement, de belles consécration ont gratifié le travail de nos architectes. Deux nouvelles de sport à Ath et Ghlin, un chantier de l'UT qui transfigure la Ville Haute carolo, un Gazomètre louviérois magnifiquement aménagé, un bâtiment de l'Odyssée rendant le sourire aux bénéficiaires et, en ce moment même, une course contre-la-montre pour boucler deux dossiers scolaires majeurs : la reconstruction de la Samaritaine à Charleroi et la construction d'un pôle scolaire aux Grands Prés montois pour accueillir notamment l'Ecole du Futur. Les échéances sont courtes, car liées aux exigences du plan de relance : réception provisoire à la mi-2026, sous peine de perdre les importants subsides obtenus.

Des critères à respecter

Cette abondance d'objectifs appelle une priorisation. Elle s'exprime autour de la stratégie immobilière globale de la Province de Hainaut qui conditionne l'acceptation de nouveaux dossiers à des critères

financiers (neutralité budgétaire) et énergétiques (neutralité carbone). «*Pour satisfaire aux normes énergétiques européennes qui s'appliqueront dès 2030, nous mettons les bouchées doubles*», précise Pascale Marlière. «*La majorité de notre budget extraordinaire est donc consacrée aux mises en conformité, à des travaux d'isolation ou de relighting : des enjeux énormes*». En juin dernier, pas moins de 15 dossiers représentant 5 millions ont été libérés pour, progressivement, adapter notre patrimoine aux standards d'aujourd'hui ! •

La signalétique : un travail d'équipe



Le renouvellement de la signalétique est un chantier d'envergure que le Service de Communication pilote avec le concours précieux des services techniques : HGP prépare les dossiers de permis d'urbanisme et les collègues de HIT sont équipés pour assurer la réalisation et la pose des visuels. Des sites majeurs tels que la DGAS Marcinelle, la Samaritaine, le lycée technique d'Hornu, l'espace Delta-Omega-Alpha ou le Gazomètre ont déjà été «relookés». Et le dynamique continue, avec bien sûr, une nouvelle signature visuelle !

Deux nouvelles salles de sport en mode basse énergie : c'est ça aussi le développement durable





Des applis, rien que pour vous !

Le recyclage informatique :
bon pour la nature

L'informatique est au cœur de nos métiers provinciaux. On aime la brocarder mais elle nous accompagne dès le premier clic matinal. Profondément réorganisée durant cette législature, la Direction Générale des Systèmes d'Information (DGSi) s'est engagée dans une réponse à de nouveaux besoins. De l'évaluation au registre de sécurité : les avancées ont en commun la recherche d'un bien-être accru au boulot.

Pour évaluer et s'auto-évaluer, plus besoin de papier ! Le projet EVE, mis en place avec nos collègues des ressources humaines, est exemplaire des collaborations que nouent nos informaticiens pour proposer des applications résolument pratiques. La digitalisation de l'évaluation a permis de gagner beaucoup de temps et d'améliorer le suivi des dossiers. «Après une phase test dans trois institutions», précise Michaël Thielens, Directeur des développements, «EVE a été généralisé comme un véritable outil d'aide au dialogue, sans effacer bien sûr l'essentiel de la démarche : l'entretien «face to face» entre l'agent, son N+1 et son N+2».

Au même titre qu'Aria (pour les frais de déplacement), EVE est un «produit maison». La simplification est le maître-mot de ces applications que se trouvent toutes rassemblées désormais dans le nouvel intranet. L'outil doit encore être enrichi dans ses fonctions d'an-

nuaire pour la recherche des collègues mais il est convivial et offre déjà d'énormes capacités de collecte d'informations et de création d'espaces de travail. Le service de Communication continue à suivre l'évolution de cet intranet, tout comme il collabore avec l'équipe de la DGSi pour le suivi des sites web de notre institution.

Pour votre sécurité

«Au travers de tous ces projets, nous devons consacrer un focus important à la sécurité», insiste le nouveau membre du Comité de Direction de la DGSi, Gaëtan Leonetti, en charge du pôle technique. «Les menaces de cyberattaques qui pèsent sur les pouvoirs locaux et les entreprises peuvent avoir des conséquences dramatiques !»

Mais la sécurité, c'est aussi celle dont nous devons bénéficier sur le lieu de travail. Avec le SIPPT, nos informaticiens ont conçu un registre de sécurité. Il comprend toute la documentation utile aux services

de secours en cas d'intervention sur un site. L'application développée permet de mettre à jour ces informations précieuses et de connaître en temps réel les caractéristiques et la configuration d'un bâtiment. Des données qui peuvent sauver des vies...

Moins visible mais tout aussi essentiel : le recyclage informatique. Le Comité de Direction de la DGSi en a fait une de ses priorités. Et pour cause : s'inscrivant dans les objectifs du développement durable, notre Province se doit de gérer au mieux le renouvellement et le devenir des 3800 postes connectés à l'intranet. Tout comme la gestion centralisée des achats a permis d'avoir une vue d'ensemble du parc provincial, la gestion centralisée des déclassements offre l'opportunité de donner une nouvelle vie à ces machines et de participer à l'économie circulaire. « Le matériel encore valable après cinq ans est reconditionné et remis à disposition des institutions pour un usage hors intranet », explique Grégory Mistiaen, Directeur administratif. «Ce qui s'avère irrécupérable fait l'objet d'une collaboration avec la société Out Of Use : pour chaque pc traité par elle, une donation est versée à Natagora en faveur des réserves naturelles». Beau geste vert ! •

Des objectifs et une stratégie



Adhésion, maîtrise interne, qualité, plan stratégique : des mots qui, malgré les efforts de vulgarisation, restent rébarbatifs... Pourtant, ils sont révélateurs de la pertinence et l'efficacité des actions provinciales. Avec son franc parler habituel, Nathalie Brassart, Responsable du Service de Stratégie et Supracommunalité, nous l'explique.

MIH : On parle beaucoup d'Adhésion 4.0, une petite révolution. Il était temps de clarifier les choses ?

Nathalie Brassart : Bien sûr ! Le trop est l'ennemi du bien. Notre premier plan stratégique et opérationnel a vu le jour en 2010, il était centré sur les projets. Avec Adhésion 1.0., on a intégré les activités «métiers». En 2018, on a revu les indicateurs et uniformisé le niveau de détail des objectifs... On est passé à Adhésion 3.0. et intégré de nouveaux enjeux, majeurs pour notre territoire : précarisation ; inclusion ; besoin d'éduquer à la santé ; éducation et accès à la culture ; économie ; tourisme et mobilité ; enjeux climatiques et environnementaux, bien sûr ainsi que d'autres. Au fil du temps, on a intégré dans notre plan stratégique tous les processus des institutions et quasi tous les projets en cours. C'est devenu une vision trop opérationnelle, plus stratégique.

MIH : Pourquoi changer ?

N.B. : Outre cette nécessité de revenir à une vision plus stratégique, notre Administration a vécu et vi-

dra encore de nombreux changements : nouveau Directeur général provincial, accueil de nouveaux membres au sein du Comité de Management et départs à la retraite de managers, reprise du financement des zones de secours, année créative, déploiement de la maîtrise interne... et bientôt, nouvelle législature.

En outre, nous avons des obligations, je dirais même des devoirs à très court terme envers les objectifs de développement durable (ODD) qu'il convient de concrétiser à travers d'objectifs stratégiques. Tout cela nécessite une réflexion sur notre vision pour le maintien d'une administration de qualité.

MIH : Ces derniers mois, la Cellule Stratégie a préparé la quatrième version du plan stratégique opérationnel.

N.B. : En effet, avec la constitution du nouvel exécutif provincial après les élections d'octobre, se profile le vote d'un nouveau plan stratégique. La méthode proposée est celle d'une redéfinition des axes et objectifs stratégiques. Nous allons clarifier les termes utilisés

pour qu'ils soient mieux compris par tout le monde. On veut plus de simplicité, notamment pour faire remonter automatiquement et rapidement les indicateurs qui mesurent si on atteint ou pas l'objectif. Pour y arriver, on table sur la poursuite de la démarche de maîtrise interne initiée ces dernières années. La cellule de maîtrise interne, du Service stratégie, accompagne les institutions provinciales pour formaliser la maîtrise de leurs activités, définir leurs objectifs et gérer leurs risques, apportant en cela son soutien pour la mise en place d'un système global de maîtrise interne, à l'échelle de la Province.

MIH : Et concrètement ?

N.B. : En septembre, tout le Comité de management travaillera sur la mission et la vision de notre administration. On fera aussi tout un travail sur le choix des valeurs. Dès la parution de la nouvelle déclaration de politique provinciale, on transcrira les lignes directrices du Collège dans les grands axes de notre plan stratégique. En ne lâchant rien de ce qui concerne les ODD ! •

Après la crise...

l'inlassable combat pour l'inclusion sociale

Tout le monde se souvient de mars 2020. La virulence du Covid 19, l'obligation de confinement et la résilience de nos services. Avec en première ligne, les collègues de l'Action sociale engagés dans un combat intense pour sauvegarder la (qualité de) vie des bénéficiaires. Exemple édifiant de la pertinence des politiques menées par notre institution en faveur de personnes en situation de handicap et de la motivation sans faille de celles et ceux qui l'animent. Retour sur ces événements et ce qu'ils ont induits à France Pépin, Inspectrice générale de la DGAS.



Ensemble avec les personnes extraordinaires : chaque année, l'événement se réinvente

Le 10 mars de cette année 2020, il se confirme que quelque chose bascule. Le pays entre en phase fédérale de gestion d'une crise inédite. Elle signifie «confinement» pour tout le monde. Ou presque. Car dans les services résidentiels de l'Action sociale, il faut continuer à prendre soin des bénéficiaires tout en gardant les distances. Un travail dur mais nécessaire. Rendu parfois insupportable par la survenance de décès. Les sept Instituts médico-pédagogiques (IMP) provinciaux et les Tourelles vivent la crise tout au long de son évolution : mesures de protection, maintien du lien envers et contre tout, gestion des clusters, de l'isolement ou des allers-retours en famille, organisation des tests, de la vaccination de l'ensemble des bénéficiaires et de la majorité du personnel... puis, un jour, le retour progressif à la normale.

Quand on lui demande de porter un regard sur la législature qui s'achève, c'est évidemment sur cette période troublée que France

Pépin, Inspectrice générale de l'Action sociale revient d'abord. «On l'a dit et répété : sans le sens de la responsabilité de nos équipes, la crise du Covid aurait encore été plus terrible, singulièrement auprès de nos bénéficiaires les plus fragilisés. Notre personnel a été formidable, tant dans nos structures d'accompagnement, d'accueil et d'hébergement que dans nos écoles spécialisées, nos services de santé mentale, nos Entreprises de Travail Adapté ou au sein d'Hainaut Seniors.

Nous en avons tiré des leçons. La crise a ainsi mis en évidence la nécessité de se doter d'outils de communication performants pour favoriser les échanges avec les bénéficiaires, les élèves, les familles et nos professionnels. Le développement de cette informatisation se poursuit d'ailleurs aujourd'hui. Cette crise nous a aussi montré combien sont essentielles les procédures liées à la logistique. Disposer de plans internes d'urgence, gérer les stocks stratégiques, tenir des réunions de

crise : tout cela est désormais au cœur de nos préoccupations.»

MIH : Des facteurs d'amélioration dont vous avez tenu compte lors de la rédaction des contrats d'objectifs ?

F.P. : Les contrats d'objectifs, imposés par l'AVIQ dans le cadre du subventionnement, ont en effet permis une profonde réflexion qualitative au sein des IMP. De nouvelles pratiques ont été initiées, fruit d'un travail de fond entre nos services, nos écoles et l'administration.

La mise en œuvre de ces documents opérationnels et stratégiques a permis d'implémenter nos valeurs provinciales et de les exécuter de manière ordonnée. Planification stratégique à six ans, définition claire des rôles et responsabilités, évaluation continue des pratiques ... Ces outils visent à renforcer la culture de la bien-être au sein de nos grandes institutions d'action sociale.

Les écoles d'enseignement spécialisé, bien que dépendant d'un autre pouvoir subsidiant sont engagées dans des démarches similaires. Chaque direction d'école a élaboré, avec l'équipe pédagogique, son plan de pilotage en fonction de sa réalité.

MIH : Avec, en toile de fond, l'inclusion ?

F.P. : C'est le fil conducteur de l'ensemble de notre politique sociale ! Ces dernières années ont été marquées par la mise en œuvre des pôles territoriaux. Trois d'entre eux sont gérés par notre Province et basés au sein des écoles-sièges secondaires du CPESM de Ghlin et des IMP René Thône de Marchienne et La Louvière. Il s'agit d'accompagner les équipes pédagogiques de l'enseignement ordinaire dans l'inclusion en classe d'élèves à besoins spécifiques.

Aujourd'hui, 55 collègues travaillent avec plus de 170 écoles coopé-

rantes! Une très belle contribution provinciale pour faire changer les mentalités.

MIH : Et ce changement s'opère ?

F.P. : C'est un travail de longue haleine, fait de mille et une initiatives. La plus visible est sans doute notre opération «Ensemble avec les personnes extraordinaires» : une mobilisation de trois cent cinquante membres du personnel et bénévoles pour un événement unique. Cette année encore, malgré un temps maussade, nous n'étions pas loin des 4000 visiteurs accueillis sur le site de Marcinelle. L'événement se réinvente en permanence en s'assurant la collaboration d'un nombre croissant d'institutions provinciales. Au-delà de la fête, c'est un point de rencontre unique entre les publics dits « ordinaires » et les personnes en situation de handicap, l'affirmation de ce que fait, par exemple, au quotidien notre SAPASH, Service d'Action d'Animations et de Sensibilisation au Handicap.

Parmi ces échanges généreux, je retiendrai encore le parcours hors du commun des Sens'ationnels. Nos jeunes rappeurs du CPESM de Ghlin qui chantent leurs différences ont eu les honneurs d'une rencontre avec la Princesse Claire. Ils ont aussi ému nos collègues provinciaux lors des Vœux du Collège en janvier. Et cette aventure continue !

Mais je voudrais insister sur l'importance d'inscrire ces initiatives dans un objectif général de cohésion sociale allant bien au-delà de la considération du handicap. Promouvoir l'égalité des genres, lutter contre les violences conjugales, offrir aux aînés des espaces d'expression et d'activités, accompagner les citoyens en difficultés psychiques et psychologiques : tout cela s'inscrit dans un projet provincial fort ! •

Ces six années ont solidement bousculé l'enseignement : événements imprévus, pactes qui chamboulent, moyens qui se réduisent. Faire autant avec moins et s'adapter : c'est le credo de l'équipe de Hainaut Enseignement et des établissements scolaires provinciaux. Hubert Remy, Directeur général des Enseignements du Hainaut, l'assure : l'adaptation peut faire naître de belles initiatives.



L'enseignement qualifiant : plus que jamais une priorité provinciale

Faculté d'adaptation

MIH : La législation a été fort tourmentée pour le monde de l'enseignement. Comment Hainaut Enseignement a pu maintenir le cap ?

Hubert Remy : Depuis 2018, il a fallu réagir à des situations compliquées. Je pense aux mesures d'économies qui touchent l'enseignement comme tous les services provinciaux, la crise sanitaire qui a démontré notre faculté de résilience et la persistance de la fracture numérique et, bien sûr, les nouvelles réglementations comme le Pacte d'Excellence ou la transition vers le tronc commun. Hainaut Enseignement a réagi en innovant. Comme souvent !

MIH : Des exemples ?

H.R. : Il y en a pas mal ! En 2019, les jeunes descendaient dans les rues pour marcher en faveur du climat : la Province a lancé l'Assemblée des Jeunes au sein de ses 23 écoles secondaires. Un projet d'apprentissage de la citoyenneté et de la démocratie, dès la 4^{ème} ! Des actions proposées par les jeunes élus et un budget de 100.000 € par an pour les concrétiser en deux ans. C'est un exemple parmi d'autres du dynamisme dont fait preuve la Cellule Développement durable et Citoyenneté qui porte aussi Proxial, depuis dix ans. En 2020, la crise sanitaire nous a renvoyés dans nos maisons et l'école s'est faite

à domicile avec les difficultés que l'on sait. Mon prédécesseur, Alain Diseur y avait vu l'opportunité d'accélérer la mise à disposition des chromebooks. Près de 11.000 sont aujourd'hui gérés par Hainaut Enseignement Numérique (HEN), soit sous forme de matériel, qui après une période de location-achat appartient aux élèves, soit en matériel mis gratuitement à disposition durant une certaine période. En parallèle, depuis 2021, nous avons mis en place l'accompagnement personnalisé à destination des enseignants. HEN touche près de 40.000 utilisateurs, il a joué et joue un rôle extrêmement important dans la démarche.

MIH : Et la transition vers le tronc commun ? Un enjeu colossal pour notre enseignement majoritairement qualifiant ?

H.R. : Le Pacte pour un Enseignement d'Excellence veut redonner sa place à l'enseignement quali-

fiant. C'est une bonne chose. Dès la rentrée 2022, le parcours des élèves dans l'enseignement technique, professionnel et qualifiant a été modifié. Plus précisément, le parcours d'enseignement qualifiant s'appuie sur l'allongement du tronc commun. Autrement dit, ce n'est qu'à la fin de la troisième secondaire que l'élève va choisir : filière de transition ou filière qualifiante. Depuis 2022, avec les directions d'écoles, la Direction générale des Enseignements du Hainaut collabore avec le CPEONS, (Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné), pour créer des nouvelles grilles horaires. En 2023, CAPP-Hainaut (Centre d'Actions et Projets Pédagogiques de la Province) a mis en place des groupes de travail pour organiser les apprentissages et la certification des compétences dans les cours du qualifiant, il les a aussi répertoriés afin qu'ils puissent être diffusés aux équipes éducatives. CAPP-Hainaut assure un suivi via des formations destinées aux en-

seignants concernés par la réforme.

MIH : Une autre réforme qui a un gros impact sur l'organisation de notre enseignement, c'est celle de la Formation Initiale des Enseignants.

H.R. : Depuis la rentrée 2023, la formation des enseignants pour le fondamental et le secondaire inférieur est passée de trois à quatre ans. La Haute Ecole Provinciale de Hainaut-Condorcet propose un master en enseignement avec une co-diplomation avec l'UMons et l'ULB. C'est une réforme importante qui nécessite des contacts permanents entre l'enseignement obligatoire et le Département des Sciences de l'Éducation de Condorcet. De beaux projets sont menés sur les trois implantations du département à Mons, Morlanwelz et Marcinelle : écoles des devoirs et du dehors à Mons ; expos, projets de développement durable, école du mouvement à Morlanwelz et à Marcinelle,

le master a été programmé en horaire décalé. Mi-mai, les «rencontres éducatives» ont rassemblé les enseignants de première maternelle.

MIH : Des chantiers considérables !

H.R. : Oui ! C'est stimulant et prenant. L'équipe de Hainaut Enseignement est mobilisée aux côtés de notre école primaire, des écoles secondaires, de promotion sociale et de la Haute Ecole. L'enseignement provincial avec près de 40.000 élèves, une cinquantaine d'implantations, en comptant les CPMS, est un interlocuteur de poids en Fédération Wallonie-Bruxelles. Les projets innovants que nous menons d'un point de vue pédagogique ou d'aménagement inspirent souvent nos partenaires : je pense entre autre à l'approche orientante. Nous poursuivons sur cette lancée. •



Des chantiers sur tous les fronts

Mutualisation, synergies ont permis de limiter les dépenses mais des choix ont aussi été posés pour l'avenir : la relocalisation de l'École du Futur au sein d'un pôle scolaire à Mons, un projet bénéficiant de subsides, complétés par des fonds propres de la Province de Hainaut ou la démolition puis la reconstruction de l'ancien internat de la Samaritaine à Charleroi en font partie. A travers le Plan de reprise et de résilience européen, le Fonds des bâtiments scolaires de la Wallonie, ces chantiers portés par HGP vont bénéficier de cofinancements importants, condition essentielle pour leur concrétisation.

D'autres s'achèvent, insufflant une nouvelle dynamique à notre enseignement. Le chantier de l'Université du Travail à Charleroi a connu une étape importante avec l'ouverture du Gramme, le 8 septembre 2023, et l'inauguration du Centre universitaire Zénobe Gramme : il matérialise le projet du CampusUCharleroi qui rassemble la Province de Hainaut, l'ULB, l'UMons, le Centre de formation continue de l'Université Ouverte et la Ville

de Charleroi. Un succès immédiat : 3000 étudiants inscrits dès la première rentrée académique.

Toujours sur ce site, le Roullier poursuit sa cure de jouvence pour devenir, avec le site des Aumôniers du Travail, la Cité des Métiers : 55.000 m² dédiés à ces professions techniques auxquelles forme l'enseignement secondaire. Les travaux ont bien avancé et dès ce mois de septembre, trois des quatre étages de l'École des Métiers seront accessibles. Une nouvelle phase d'aménagement débutera à l'étage du Forem, qui sera suivie par les dernières rénovations prévues pour le plateau garage-carrosserie. Les sections informatiques ont intégré les nouveaux bâtiments du site des Aumôniers Du Travail. Suivront en septembre les sections de chauffage, technique du froid, soudure et sanitaire.

A Tournai, la Province a investi dans le site Negundo à Froyennes dans un centre de formation financé à 100% par des fonds européens et wallons pour le premier étage et sur fonds propres pour le second. Ces plateaux accueillent la Haute École Condorcet, en lien avec l'Eurometropolitan e-campus qui occupe d'autres plateaux du bâtiment.

Quand le monde change, la formation aussi

Dans le secteur de la sécurité, notre Province n'assure pas qu'un rôle croissant de «financeuse». Elle est aussi l'actrice centrale de la formation des acteurs des services de secours, des ambulanciers-secouristes et des policiers. A Jurbise, des cycles inédits sont nés pour répondre aux réalités d'une société confrontée à de nouveaux risques.



Le contrôle des stupéfiants parmi les nouveaux axes de formation des policiers

ter aux nouvelles formes de criminalité», embraie le Directeur Walter Bilanzola. «Nous devons pouvoir faire face aux «monnaies virtuelles», contrôler un véhicule en présence de stupéfiants, appréhender l'excited delirium syndrome... Bienvenue dans un nouveau monde.

Alors que l'école des ambulanciers-secouristes s'est distinguée dans la formation aux procédures de prise en charge d'une victime traumatisée, l'ensemble de ces expertises nécessite avant tout une bonne concertation. Les trois corps de sécurité sont appelés à souvent intervenir simultanément sur les lieux d'un accident. Raison pour laquelle l'IPFH a créé un centre interdisciplinaire en gestion de crise. L'organisation d'exercices de grande ampleur est l'une de ses finalités. •

Les nouvelles voies de l'école d'administration

Sur le site Initialis, ce sont les agents de pouvoir locaux qui ont rendez-vous avec les formations RGB et continuées. Signe des temps, l'École d'administration a également exploré de nouvelles voies comme celles de l'intelligence collective, du mindmapping ou du management à distance.

teur de l'École du Feu. A l'écoute du ressenti des zones de secours, celle-ci a développé des cycles pour familiariser les hommes du feu à la maîtrise des animaux en détresse ou des nouveaux animaux de compagnie. Héritage du covid, elle a mis en place des outils performants de formation à distance et propose chaque mois un podcast appelé «Derrière le masque». «Notre École du feu est la référence francophone officielle dans ces matières», souligne Vincent Simon, Inspecteur général.

Comme il n'y a pas d'âge pour encourager les vocations, l'École du Feu accueille depuis l'an dernier une école des cadets tandis que les aspirants inspecteurs principaux de police sillonnent les écoles secondaires pour véhiculer une image positive du métier et sensibiliser les jeunes aux problématiques des stupéfiants et de la sécurité routière.

Des exercices pluridisciplinaires

«L'Académie de police pratique une large politique d'ouverture et a élargi son offre de formation pour s'adapt-

Site emblématique d'une volonté provinciale forte : l'ancienne caserne de la Protection civile de Ghlin. Désertée d'une manière assez incompréhensible à la suite d'une décision de l'Etat fédéral, cet espace - situé à deux pas des installations de l'Institut provincial de formation (IPFH) de Jurbise - a retrouvé vie. Il abrite des salles de cours réaménagées et accueille, au travers de conventions, des institutions telles que la police fédérale ou la Croix-Rouge pour des exercices d'intervention, du co-working, de l'entraînement cynophile... le tout sous l'égide de la Province. Un espace supplémentaire et surtout complémentaire aux auditoriums de Jurbise et aux terrains de formation pratique gérés à Lens par la Régie Provinciale Autonome «Hainaut - Sécurité».

Notre Institut se trouve ainsi «armé» pour développer de nouveaux cursus et de nouvelles pratiques de formation. «Le serious game a fait son entrée dans les formations de nos pompiers», cite Lionel Altieri, Direc-

La culture,

notre «arme de paix»

Jeter un retard sur six ans de culture en Hainaut, c'est inévitablement se remémorer la belle histoire du Gazomètre. Récemment inauguré au cœur de La Louvière après plusieurs années d'aménagement, ce nouveau pôle de lecture publique et de culture est appelé à rayonner. Mais d'autres espaces, d'autres projets, dopent la créativité aux quatre coins du Hainaut !

Déménager les différents services des bibliothèques et l'administration de la culture a nécessité six mois d'un intense travail. Cerise sur le gâteau d'un investissement de 7 millions piloté par Hainaut Gestion du Patrimoine, cette centralisation de 200 000 ouvrages, 3000 jeux et 400 périodiques fait du Gazomètre un lieu unique. Un outil à la hauteur des nombreux enjeux de la lecture publique d'aujourd'hui.

«L'organisation et la réalisation d'un catalogue collectif informatisé des collections de toutes les bibliothèques du Hainaut a représenté un fameux défi», insiste Béatrice Agosti, l'Inspectrice générale de Hainaut Culture quand on lui demande d'évoquer la mandature qui s'achève.

Au-delà de cette attention à la modernité des bibliothèques sédentaires, notre Institution n'a pas oublié l'itinérance. Dans la mouvance de «l'année créative», Hainaut Culture a fait le pari de remplacer ses anciens bibliobus par un charroi plus léger, moins polluant, moins coûteux... mais tout aussi capable de porter la lecture dans les villages, les écoles et les associations.

Promouvoir la lecture, c'est aussi soutenir l'écriture ! Siège de notre secteur littérature, la superbe Maison Losseau a innové en créant en son sein une résidence d'écriture



Trois espaces culturels... et autant d'approches innovantes de la culture

et de création. Un atout de plus pour cette demeure inscrite dans le Réseau Art Nouveau Européen (RANN).

Un objectif commun

Au même titre que la Maison Losseau, le BPS22 et le CID au Grand-Hornu sont de véritables vitrines du dynamisme culturel en Hainaut. Chacune de leurs expositions est saluée par la presse et trouve un écho international. «Fermé pendant quelques mois, le BPS 22 a bénéficié de crédits européens pour une mise en conformité énergétique et une isolation qui permettent de meilleures conditions d'exposition et de conservation. De quoi renforcer son rôle culturel au cœur d'une Ville Haute de Charleroi en mutation et d'un site de l'Université du travail où s'active aussi la bibliothèque Langlois», insiste Béatrice Agosti.

Tant d'autres choses pourraient être épinglées ! L'aménagement

d'ateliers d'artistes au sein de l'espace culturel de La Hestre, les masters classes pour musiciens émergents de l'Envol des Cités, l'introduction du soutien aux artisans d'art dans les missions de Hainaut Culture, l'organisation des Rencontres du film pour la jeunesse, le soutien indéfectible au Love Festival de Mons, l'implication de la Fabrique de Théâtre dans le Festival des Inattendues, l'inlassable travail de sensibilisation de la cellule Hainaut Mémoire, plus utile que jamais en ces temps troublés, ou plus simplement les multiples stages proposés par notre secteur Education permanente aux quatre coins du territoire.

Actions tous azimuts mais objectif commun : mettre la créativité à la portée de tous. Car il n'y a pas démocratie sans un éveil à la culture... cette «arme de paix» comme la qualifie joliment l'artiste français Maxime Gralet. •

Un territoire en écodéveloppement



L'écodéveloppement se définit comme un mode de développement respectueux de l'environnement, avec une utilisation adaptée des ressources. Transposée à notre territoire, cette approche rassemble finalement bien des services proposés par la Province aux citoyens : le développement économique pensé dans une logique de soutien aux producteurs locaux ; l'aide apportée aux agriculteurs dans leur recherche d'excellence ; la meilleure santé des habitants ; le tourisme comme facteur de développement économique... L'écodéveloppement territorial, progressivement mis en place durant cette législature, rend plus claire et lisible l'action provinciale.

C'est Laurent Paternostre, Responsable de Hainaut Analyses, qui veille à la cohérence et l'efficacité de la «coupole» de l'écodéveloppement territorial. A ses côtés, chacune dans leur domaine, Stéphanie Dury à Hainaut Développement, Helen Barthe-Batsalle à l'Observatoire de la Santé et Bérangère Delbecq pour le CREPA (Centre pour la Recherche, l'Economie et la

Promotion Agricole) y contribuent. Catherine Berger vient de les rejoindre à la suite du rattachement du tourisme au pôle Hainaut Développement Territorial (HDT).

Avec la crise sanitaire, ces services ont été particulièrement bousculés ! L'Observatoire de la Santé a joué son rôle de veille et apporté son aide à l'occasion des campagnes de vaccination. De son

côté, Hainaut Analyses a réalisé des tests COVID au sein des IMP provinciaux à une période où une nouvelle flambée de l'épidémie était à craindre.

Les statistiques de l'OSH en témoignent : la situation sanitaire de notre province nécessite une attention soutenue. Les difficultés économiques de nombreuses familles s'assortissent souvent

de soucis de santé. Depuis 2024, grâce à une collaboration étroite avec Hainaut Développement, la plateforme Hainaut Stat guide les acteurs de la santé pour qu'ils posent des gestes plus adaptés.

La Province de Hainaut s'attache depuis longtemps à proposer une approche préventive pour éloigner les comportements à risques : Manger-bouger-respirer se compose d'animations, de formations, sensibilisations à destination de nombreux publics pour lutter contre la sédentarité et manger sainement. L'alimentation durable au cœur du Hainaut ou encore les cantines durables rejoignent parfaitement les autres initiatives du pôle de développement territorial et touchent les citoyens directement. «Comme le Game Truck, outil décalé pour contrer les inégalités sociales en matière de santé», explique Helen Barthe-Batsalle. En 2020, le site d'Havré devenait le premier site provincial labellisé Générations sans tabac : d'autres ont suivi !

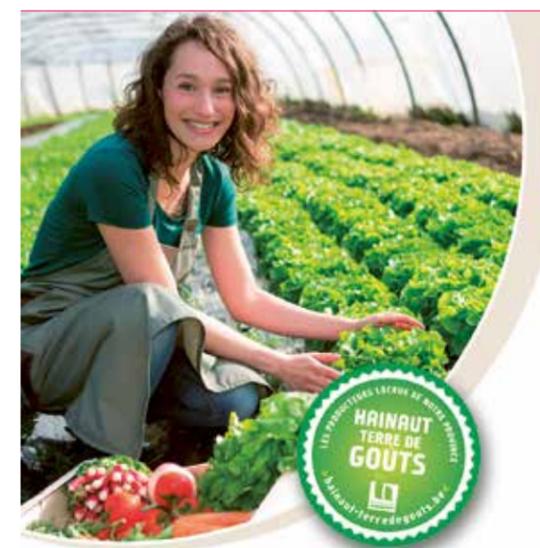
Mieux vaut prévenir

Depuis que Hainaut Vigilance Sanitaire est devenu Hainaut Analyses, rassemblant tous les laboratoires, les expertises de nos collègues ont été mises à rude épreuve. Ils ont très récemment répondu aux demandes des communes pour les analyses d'eau afin d'y détecter la présence éventuelle de PFAS, les polluants éternels. Ils sont extrêmement attentifs au risque de légionellose : avec le SIPPT et HGP, Hainaut Analyses a établi un plan d'action pour réagir rapidement. Salles de sports, IMP, internats : autant de cibles potentielles de contamination. «Notre expertise en matière d'analyses est reconnue, tout comme notre expertise en matière de tapisserie : le métier à tisser en haute lice fait désormais du patrimoine de la Fédération Wallonie Bruxelles», évoque Laurent Paternostre. «Mais nous sommes aussi performants en matière agricole : nous travaillons sur un projet de centre pluridisciplinaire en agronomie et agrolimentaire à Ath. A terme, nous y rassemblerons les différents laboratoires. C'est un

projet ambitieux qui table sur l'excellence reconnue du CREPA mais aussi sur un accroissement de nos relations avec la Haute Ecole provinciale Condorcet.»

Unis, les savoir-faire des agents décuplent l'efficacité de l'action. Ces synergies s'amplifient aussi en raison de la suppression de services par mesure d'économies. Hainaut Sports a ainsi rejoint l'Observatoire de la Santé et l'Action sociale : le sport prévention et le sport intégration ont redonné à nos collègues l'énergie et l'envie de relever de nouveaux défis.

L'arrivée des équipes de Catherine Berger permettra de miser sur les bienfaits du tourisme durable et fluvestre et de créer une dynamique autour de tourisme d'affaires avec, comme espace d'expression ponctuel, la Maison de la Réunion, au cœur de Mons. •



Hainaut Développement, depuis 20 ans

Pas étonnant qu'Hainaut Développement soit devenu l'un des fers de lance de la politique de développement territorial façonnée par la Province, pas étonnant non plus que de nouveaux projets émergent avec les collègues de Hainaut Tourisme : le savoir-faire s'allie au patrimoine pour donner un nouveau souffle à notre région. Plus de 3900 exploitations agricoles soutenues, plus de 1200 implantations scolaires sensibilisées, près de 2400 asbl guidées, des citoyens informés, pas moins de 7900 entreprises agro-alimentaires valorisées, 84.000 entrepreneurs conseillés : les chiffres donnent le vertige. La transition est le fil rouge de l'ensemble des projets façonnés au cours de la mandature : la transition territoriale qui a débouché sur Hainaut Stat, précieux portail «statistiques» ; la transition économique depuis Culturalia, en passant par le vade-mecum aux entreprises ou encore l'accompagnement pour les marchés publics; la transition qui s'attache à mettre en valeur notre patrimoine végétal et à soutenir les projets durables comme le Prix Hainaut Horizons ; la transition alimentaire en lien avec l'Observatoire de la Santé mais aussi grâce à de beaux projets comme Hainaut terre de goûts ou l'accompagnement à la transmission des fermes...

L'agriculture et sa valorisation est d'ailleurs au cœur de nombreux projets : «oh la bûche», la promotion de la bière, du beurre, de la glace, le rendez-vous en terres agricoles... Nos collègues sont sur tous les fronts dans et hors de notre territoire puisqu'ils aident les entreprises à s'engager sur les marchés européens.



En campagne !

La Province, c'est vous, c'est nous. Un pouvoir de (grande) proximité. D'ailleurs, nos collègues se sont affichés sur les bus, sur les murs. Ils ont crevé l'écran dans les cinémas. Cette toute première campagne entièrement « maison » s'est appuyée sur vous et vos métiers.

C'est tout naturellement qu'à la demande de l'Association des Provinces wallonnes, nous avons largement contribué à la campagne PRO. Campagne saluée par la critique et qui a décroché un Award de la communication publique dans l'espace Wallonie-Bruxelles ! Une fois encore, un partenariat étroit entre le Service de Communication, les autres provinces et un prestataire externe a garanti ce succès. Dernière campagne en date : « Deviens acteur de ta propre carrière ». Des étudiants, des vrais, ont prêté leur expérience pour devenir les visages d'une grande opération métiers pour l'enseignement. A nouveau, la Province s'est affichée dans les cinémas, sur les bus, dans les salons... A nouveau, le savoir-faire de nos équipes a été mobilisé pour réaliser les clips, les prises d'images.

Que fait la Province ? Elle est là. Dans les écoles, aux côtés des citoyens porteurs de handicap, des agriculteurs, des jeunes, des moins jeunes, des communes, des touristes, des amateurs de culture ou de vélo... •

